



La terre de nos ancêtres
droits de propriété, la résistance sociale et des alternatives
à l'accaparement des terres à Madagascar

Benjamin D. Neimark

LDPI
Working
Paper

26

La terre de nos ancêtres: droits de propriété, la résistance sociale et des alternatives à l'accaparement des terres à Madagascar

by Benjamin D. Neimark

Published by:

The Land Deal Politics Initiative

www.iss.nl/ldpi

landpolitics@gmail.com

in collaboration with:

Institute for Development Studies (IDS)

University of Sussex

Library Road

Brighton, BN1 9RE

United Kingdom

Tel: +44 1273 606261

Fax: +44 1273 621202

E-mail: ids@ids.ac.uk

Website: www.ids.ac.uk

Initiatives in Critical Agrarian Studies (ICAS)

International Institute of Social Studies (ISS)

P.O. Box 29776

2502 LT The Hague

The Netherlands

Tel: +31 70 426 0664

Fax: +31 70 426 0799

E-mail: iss.icas@gmail.com

Website: www.iss.nl/icas

The Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies (PLAAS)

School of Government, Faculty of Economic and Management Sciences

University of the Western Cape, Private Bag X17

Bellville 7535, Cape Town

South Africa

Tel: +27 21 959 3733

Fax: +27 21 959 3732

E-mail: info@plaas.org.za

Website: www.plaas.org.za

The Polson Institute for Global Development

Department of Development Sociology

Cornell University

133 Warren Hall

Ithaca NY 14853

United States of America

Tel: +1 607 255-3163

Fax: +1 607 254-2896

E-mail: ta12@cornell.edu

Website: polson.cals.cornell.edu

© July 2013[FR] *All rights reserved. No part of this publication may be reproduced or transmitted in any form or by any means without prior permission from the publisher and the author.*

Published with support from the UK Department for International Development (DfID), Atlantic Philanthropies, Inter-Church Organization for Development Cooperation (ICCO), Ford Foundation and Miserior.

Résumé

Partout sur le continent, les Africains sont les témoins que leurs terres agricoles les plus fertiles sont vendues pour l'industrie mondiale des biocarburants à un rythme sans précédent, ce qui alimente l'anxiété et les troubles sociaux. A Madagascar, l'agitation s'est tant intensifiée en 2008 que les protestations populaires contre une transaction foncière du gouvernement avec la multinationale sud-coréenne Daewoo Ltd ont conduit à un coup d'Etat militaire. En réponse à la crise, un journaliste de Bloomberg Businessweek a noté, «l'Afrique est devenue le champ de bataille des biocarburants. » Comment les Africains réagissent aux récentes transactions foncières à grande échelle, avec une résistance largement répandue, ou l'assentiment général? Quelle est la nature de la résistance sociale et de la politique émergente? Est-ce que les politiques en matière de propriété foncière et les institutions en place sont adéquates pour protéger les Africains de la saisie des terres? Cette étude porte sur le champ de bataille des biocarburants bien connus à Madagascar, en soulignant le premier cas de résistance sociale réussie contre l'accaparement des terres contemporaines. Compte-tenu de la récente critique des agrocarburants, les producteurs ont commencé à s'éloigner des acquisitions commerciales à grande échelle et à intégrer la petite production allant avec le développement économique et social. Parallèlement à cette nouvelle vague du capitalisme des agrocarburants, il ya une pression à sécuriser les droits et à stimuler l'investissement dans les terres et les marchés, et alors que les projets d'aide étrangère commencent à aborder les droits fonciers à Madagascar, la plupart de ses zones agricoles restent sous les régimes fonciers extrêmement complexes imbriquant des revendications étatiques et coutumières. Alors que les visions concurrentes de la titrisation des terres apparaissent, d'importantes questions demeurent quant à savoir si de nouvelles lois sont une alternative adéquate pour protéger les paysans malgaches contre la dépossession de leurs moyens d'existence sous le capitalisme d'agrocarburants. Je démontre comment les nouvelles réformes agraires ont contribué à créer un climat de confusion et de méfiance et ont facilité l'accès à la terre et à la main d'œuvre par la fracture des relations sociales précaires et par la promotion de la différenciation rurale.

A propos de l'auteur

Benjamin Neimark is an Assistant Professor in the Department of Political Science and Geography at Old Dominion University in Norfolk, VA, USA. His research on agrarian studies and peasant labor coalesces around themes of land tenure, resource property rights, and agrofuel production in Africa and Madagascar. His previous research focuses on the political economy of biological prospecting on the island nation of Madagascar. Bioprospecting involves search for, and commercialization of, useful natural compounds in new pharmaceutical and industrial products. His work examines studies of drug discovery and development and analyzes the politics of access to some of the most valuable global biogenetic resources endemic to Madagascar. Two recent publications on this work include: "Subverting Regulatory Protection of 'Natural Commodities': The *Prunus africana* in Madagascar" in *Development and Change* (2010), and a co-authored piece with Dr. Richard Schroeder, "Hotspot Discourse in Africa: Making Space for Bioprospecting in Madagascar" in *African Geographical Review* (2009).

Remerciements

Je tiens à remercier LDPI pour leur octroi d'une subvention ainsi que Old Dominion University (ODU) pour celui d'une bourse de recherche. Ce généreux soutien m'a permis de me rendre à Madagascar au cours de l'été 2012 et de procéder à la collecte des données. Je tiens à témoigner ma gratitude, à Ruth Hall et Jun Borrás pour leurs précieux commentaires sur les versions préliminaires de ce document. La recherche à Madagascar a été facilitée par un certain nombre de collègues, dont

Perrine Burnod, Rivo Andrianirina-Ratsialonana, Yolande Razafindrakoto, Eric Rijanantenaina, et les membres de Solidarité des Intervenants sur le Foncier (SIF) - Madagascar, Eric Hermann Raparison et Heriniaina Rakotomalala. Ce travail a également été rendu possible grâce aux recherches de deux étudiants, Sherry Beeler et Terrance Ratliff. Merci à Don Emminger pour son aide sur la chronologie. Enfin, je tiens à remercier Sidonie Emerande pour ses transcriptions et traductions et Céline Neimark pour la traduction de cette version, Sara Keene pour la révision, et Richard Hughes pour le soutien logistique.

Table des matières

1 Introduction	1
2 Méthodes et justification de l'étude	3
3 Accès et contrôle aux ressources productives dans les "zones grises" rurales décentralisées.....	6
4 Contexte: La crise politique et la création d'un «environnement favorable» à l'accumulation	8
5 Madagascar et la propriété foncière dans l'ère du FDI (Foreign Direct Investment -FDI)	10
6 Capitalisme d'agrocarburants à Madagascar	12
7 Discussion et conclusion.....	16
Références.....	18

1 Introduction

Partout sur le continent, les Africains sont témoins que leurs terres agricoles les plus fertiles sont vendues à des taux sans précédent à l'industrie mondiale des agrocarburants et pour l'exportation de céréales, nourrissant ainsi l'anxiété et les troubles sociaux (Kugelman et Levenstein 2009; Dauvergne et Neville 2010). En 2008, à Madagascar l'agitation grandissante a entraîné des protestations populaires contre une transaction foncière du gouvernement avec la multinationale sud-coréenne Daewoo Ltd conduisant à un coup d'Etat militaire et déclenchant une crise politique.¹ En réponse à ces transactions foncières à grande échelle, un journaliste de Bloomberg Businessweek a noté, «l'Afrique est devenue le champ de bataille des agrocarburants» (Knaup 2008).

Une fois considérée comme une panacée pour l'environnement, les biocarburants (désormais agrocarburants) ont récemment fait les frais d'une forte critique des militants, des universitaires et des organisations non gouvernementales qui prétendent qu'il est le principal moteur de l'accaparement des terres, la déforestation de la forêt tropicale, et de la concurrence avec les cultures agricoles vivrières. (GRAIN 2013; OXFAM 2012; McMichael 2009; Shiva 2008). A Madagascar, cette critique n'est pas passée inaperçue, car de nombreux opérateurs ont soit suspendu leurs opérations soit transformé leurs exploitations agricoles commerciales vers une production plus rurale.² Les entreprises ont également commencé à mettre en évidence leur rôle dans la génération d'emplois et de revenus et la mise en œuvre de programmes sociaux favorables aux pauvres dans ces parcelles agricoles hautement productives néanmoins sensibles à l'environnement. Comment les malgaches réagissent aux changements des accords fonciers récents et aux changements des modes de production, avec une résistance largement répandue, ou l'assentiment général? Quelle est la nature de la résistance sociale et de la politique émergente? Qui est intégré dans les transactions foncières locales et les projets de développement à venir? Les politiques en matière de propriété foncière et les institutions en place sont-elles adéquates pour protéger les malgaches des futures saisies des terres qui peuvent se produire dans ces nouveaux sites ruraux de production d'agrocarburants?

Les études récentes ont fourni un cadre théorique pour visualiser les changements dans la réforme agraire, en particulier ceux ayant trait à l'accaparement des terres et des ressources (Fairhead et al 2012; Borras et al 2011.), à la politique économique du contrôle foncier (Peluso et Lund 2011), aux structures et l'ampleur des nouvelles enceintes (White et al 2012; De Shutter, 2010). Une grande partie de ce travail s'est appuyée sur l'expression de David Harvey, «accumulation par dépossession» pour comprendre les éléments de nature spéculative de l'accaparement des terres et la fixation spatio-temporelle du capital (2006, 155).³ Plus instrumentale, la théorie de Harvey articule le processus continu de marchandisation par la disjonction des moyens de production des paysans et la création d'une main-d'œuvre paysanne (Kelly 2011; De Angelis 2001). Dans ces écrits abondants, Tania Li (2011) repose très justement la question de la main-d'œuvre dans les débats concernant les investissements à grande échelle et la dépossession. La main-d'œuvre au sein de la production d'agrocarburants à Madagascar met en lumière la façon dont les paysans malgaches sont maintenant intégrés en tant que salariés ainsi que les politiques émergentes associées à la réforme agraire.

¹Il faut noter que la crise politique de 2009 a été considérée comme une prise de pouvoir influencée par la politique locale et des puissances étrangères, en particulier la pression et le soutien de la France pour renverser le gouvernement de Ravalomanana et le remplacer par quelqu'un de plus aligné avec leurs intérêts économiques (pour plus de détails voir Deltombe 2012).

² Interview anonyme (6 juillet 2012).

³ Le travail de Harvey s'appuie sur la théorisation historique originale de Marx sur l'accumulation primitive mais s'écarte de la théorisation de « primitive »

Bien avant la crise politique de 2009 à Madagascar, beaucoup des donateurs dans la communauté internationale ont plaidé pour les droits à la propriété individuelle comme moyen de stimuler les investissements agricoles et accroître l'investissement étranger direct (Foreign Direct Investment - FDI). En théorie, d'après les économistes du développement et les spécialistes de la politique foncière les droits à la propriété peuvent garantir les droits fonciers, protéger l'environnement local, et en même temps créer des marchés fonciers dynamiques pour les producteurs ruraux (Broegaard 2009; Deininger et Jin 2007). Jusqu'à présent, il ya eu peu de travaux empiriques réalisés démontrant l'efficacité des droits à la propriété pour atteindre les buts de développement à Madagascar et aussi prévenir les acquisitions de terres massives et la dépossession des ressources naturelles (Jacoby et Minten 2005). Compte-tenu des divisions politiques concernant la propriété foncière, les réclamations foncières peuvent se fracturer selon la classe, le genre et l'ethnicité, ce qui aggrave les relations sociales fragiles et favorise la différenciation rurale et la dépossession (Evers et al. 2011).

Au début de la période coloniale on observe la dépossession historique de la paysannerie dans les zones rurales de Madagascar, créant des bouleversements agraires et environnementaux renforcés par l'introduction de mesures d'austérité dans le cadre d'ajustement structurel et du désengagement de l'État. (Sodikoff 2005; Jarosz 1993). Récemment, la flambée des prix des céréales, la demande mondiale de production d'agrocarburants, le désir de refaire et de territorialiser les paysages dans le cadre de programme de conservation, et la saisie sans précédent des terres agricoles prisées par les entreprises minières (Seagle 2011) et les multinationales de l'agroalimentaire (Burnod et al. 2013) ont exacerbé la vulnérabilité des paysans malgaches par des crises alimentaires périodiques et le bouleversement agricole.

Jusqu'à-là, la résistance au niveau local à la dépossession des terres a été plutôt discrète (mais pas silencieuse) et les paysans malgaches ont accueilli les investissements étrangers prudemment en particulier dans les domaines où l'aide au développement a été arrêtée essentiellement à cause de la crise politique. Cette période de changement agricole se caractérise par un nombre croissant de zones rurales hors de la portée des services de l'Etat et / ou qui n'ont pas les déboursements financiers des agences multilatérales et bilatérales.

En ces périodes 'd'aide mortes',⁴ les entreprises du secteur privé opérant dans les zones rurales de Madagascar ne se contentent pas de remplacer l'aide, mais deviennent des agents actifs du développement. (Mitchell, 2002; Li 2007). C'est dans ce contexte que le secteur privé subventionne l'appareil de développement de l'Etat par la construction de routes, d'écoles, l'accès à la santé et à l'éducation, et la promotion de projets environnementaux locaux au lieu des plateformes d'aide traditionnelles. Les résultats de cette étude montrent la capacité unique du capitalisme des agrocarburants à contourner et à améliorer l'accès aux différents mécanismes sociaux et politiques, à savoir l'offre de services sociaux et de projets de développement à petite échelle, créant ainsi un environnement propice à l'investissement étranger.

Si beaucoup a été écrit sur la transformation de la terre en capital et des paysans en une main-d'œuvre à travers l'accumulation primitive (Baird 2011), moins d'attention a porté sur les dynamiques institutionnelles et juridiques de la politique agricole émergente dans l'industrie des agrocarburants. J'illustre ci-dessous comment le processus historique de dépossession exacerbé avec la dynamique actuelle « d'aide morte » et le développement inégal de la réforme agricole a facilité le libre accès à l'investissement de l'agro- industrie étrangère. Je soutiens que l'accès des

⁴ Discours sur « L'aide morte » a été particulièrement puissant dans la politique néolibérale et les milieux universitaires, y compris Diambisa Moyo (2010) et d'autres au sein des cercles politiques de la Banque mondiale et le FMI.

entreprises d'agrocarburants à la terre et au travail est facilitée par: (1) la pression internationale pour formaliser les droits de propriété individuels avec les politiques néolibérales parallèles prônant davantage l'investissement étranger direct intensif (Foreign Direct Investment –FDI) comme les mines et l'agro-industrie, et (2) l'instabilité rurale prolongée et l'insécurité des droits fonciers des paysans qui tous deux produisent un «environnement propice» à la pénétration capitaliste dans les campagnes. (Büscher 2009 91).

Dans les quatre sections suivantes de ce document de travail, j'aborde les questions autour de l'accès de l'industrie des agrocarburants à la terre et au travail et la politique émergente. La première section donne un bref aperçu de comment et pourquoi l'étude a été menée afin d'historiciser les circonstances actuelles de la dépossession à Madagascar par des acquisitions foncières. Suite à cela, je présente les systèmes fonciers préexistants, leurs problèmes, les nouvelles lois et leur mise en œuvre. La deuxième partie s'appuie sur les théories d'accès, de pouvoir et d'autorité qui fournissent une base théorique des contradictions relevées dans la promotion officielle de la propriété en tant que levier de développement économique et environnemental durable (Lund 2006; Berry, 1993). Ici, je m'appuie sur « Les zones grises » de Sikor et Lund (2009) pour visualiser la politique de décentralisation comme un outil administratif qui contrôle la location des terres agraires et facilite l'accès aux ressources productives aux investisseurs étrangers. La troisième section examine les possibilités et les inconvénients des efforts à grande échelle pour formaliser les droits fonciers à Madagascar. Dans cette section, sur fond de la crise politique de 2009 à Madagascar et du changement de régime ultérieur, je décris comment les nouveaux efforts visant à formaliser les terres ont créés des opportunités pour les acteurs étatiques et non étatiques pour maintenir et contrôler les droits d'accès dans les régions de Madagascar. J'articule ce cas d'accaparement mondial des terres basé sur des analyses fondamentales existantes (Burnod et al 2013; Teyssier et Andrianirina-Ratsialonana 2010; Teyssier et al 2008) et établis un examen du capitalisme d'agrocarburants et des pratiques foncières actuelles à Madagascar. Et enfin, je termine par la voie à suivre pour les futures questions autour de la politique d'investissement émergente de l'agrobusiness à grande échelle et les transactions foncières.

2 Méthodes et justification de l'étude

Ce projet utilise une ethnographie institutionnelle pour étudier comment les différents acteurs opèrent dans l'industrie des agrocarburants à Madagascar. Pendant les mois de Juin et Juillet de l'année 2012, j'ai réalisé dix entretiens approfondis avec les dirigeants des industries d'agrocarburants et des industries associées au sein de la capitale Antananarivo et de la région occidentale de Mahajanga. Douze entrevues de suivi ont ensuite été conduites en 2012-13 avec les organisations de politique foncière, des responsables gouvernementaux, et les personnes qui travaillent sur la réforme du régime foncier. J'ai ensuite réalisé un examen approfondi des données économiques, la collecte de sources primaires et secondaires sur des projets d'investissement étranger direct (Foreign Direct Investment –FDI) et d'agroalimentaire.

À Madagascar, l'avantage des bas salaires, d'une main-d'œuvre mobile et des cultures qui s'étendent sur toute l'année attire un nombre croissant de multinationales et de gouvernements étrangers désireux de tirer profit de la «ruée verte» des agrocarburants à travers l'Afrique (De Schuster 2011). Bien que petit en comparaison avec les opérations d'agrocarburants en Asie et dans les Amériques, le secteur de l'énergie alternative de la production agro-industrielle de l'île se développe. Un récent sondage réalisé par l'International Land Coalition (ILC) a constaté que, depuis 2005, les opérateurs d'agrocarburants à Madagascar détiennent environ trois millions d'hectares de terres dans un état de production et/ou de planification (Andrianirina-Ratsialonana et al. 2011). Ce chiffre est particulièrement troublant parce qu'il représente entre 15 et 37 pourcent des terres arables de Madagascar. On estime également que près de deux tiers de ces projets sont gérés par

des opérateurs étrangers, ce qui est particulièrement inquiétant étant donné l'histoire de la mauvaise gouvernance des terres et le potentiel de dépossession à venir dans les zones rurales à travers le pays.

Madagascar, comme dans de nombreux pays africains, a maintenu ses procédures d'enregistrement des exploitations privées depuis 1960. La mise en œuvre de telles lois n'est pas seulement coûteuse, mais également longue (Bruce et Knox 2009). Pendant que les projets d'aide étrangère continuent leurs tentatives pour résoudre la complexité des droits de propriété, de nombreuses zones agricoles à Madagascar restent enchevêtrées dans les revendications coutumières et d'état. De généreux financements internationaux pour la propriété foncière - y compris le Millennium Challenge Account (MCA) et la Banque mondiale - ont dans le passé poussé à introduire plus de transparence des droits de propriété. Grâce à une poussée significative de la société civile, l'État a répondu par de nouvelles lois foncières malgaches générées au cours des dernières années.

La première («loi 2005-019») déclare que la propriété privée non titrée peut désormais être légalement reconnue sans faire l'objet de poursuites de l'Etat, et une seconde loi («loi n ° 2006-031»), assure les revendications coutumières (Teyssier et al. 2008). Ces deux lois ont un immense soutien populaire, principalement en raison de leurs objectifs de reconnaître les systèmes coutumiers locaux et d'ouvrir les bureaux municipaux (guichets fonciers) pour guider les citoyens à travers le processus. L'initiative vise à assurer la sécurité foncière au niveau de la commune par un certificat foncier (certificats fonciers locaux) et, éventuellement, pour lutter contre les saisies des terres et les expulsions forcées (Bruce et Knox 2009; Andrianirina-Ratsialonana et al 2011; Teyssier 2010). Cependant, même avec les mesures de décentralisation mises en place, le titrage et la location des terres pour la production d'agrocarburants réside toujours au niveau national au sein des bureaux de l'administration des terres à Antananarivo - qui sont notoirement lents à agir pour l'enregistrement des revendications territoriales locales avec (400 000 titres donnés en 110 ans d'histoire de cet établissement (Teyssier 2010)), ont été néanmoins historiquement accueillant pour fournir des baux fonciers à l'agro-industrie. Fournir des titres de créances au niveau local est aussi un procédé extrêmement coûteux et long dépassant de loin les moyens en ressource malgache rurales, favorisant encore les propriétaires fonciers et les entreprises agro-industrielles.

Madagascar est principalement une société agraire, avec environ 72 pourcent de sa population de 18,5 millions d'habitants qui dépend de l'agriculture du riz comme forme de subsistance ou encore des pâturages (voir tableau et graphique 1). Beaucoup de ces habitants ne détiennent pas les titres officiels des propriétés qu'ils cultivent, mais se fient plutôt aux systèmes coutumiers de la terre les laissant dans une situation particulièrement précaire en matière de sécurité foncière (Evers et al. 2011). Ces connexions aux coutumes de la terre ne doivent pas être sous-estimées chez les malgaches, alors que l'anxiété de la saisie des terres est une préoccupation primordiale (Kleinbooi 2010). Ainsi, les paysans malgaches ont développés au fil des ans le système coutumier foncier de facto fondé sur la lignée historique, la parenté, et le respect culturel (McConnell, 2002).

La terre a une valeur culturelle et sociale immense pour de nombreux malgaches qui voient leur environnement comme un lien direct avec les ancêtres à travers les sépultures familiales, les rizières des hautes terres et les pâturages, offrant une authenticité indéniable (cf. Berry 2009). Parfois, cependant, les droits coutumiers sur les terres, qui sont généralement interprétés par les investisseurs comme "inutilisés" s'opposent avec des titres officiels de l'Etat qui de plus en plus alloue la terre à l'investissement étranger de l'agro-industrie (Burnod et al 2013; Andrianirina-Ratsialonana et al 2011). Cette tension politique entre les habitants et l'administration du territoire national est source de confusion et de désinformation au niveau local et, finalement, de méfiance dans le processus de réforme agraire globale (Evers et al 2011; Kleinbooi 2010).

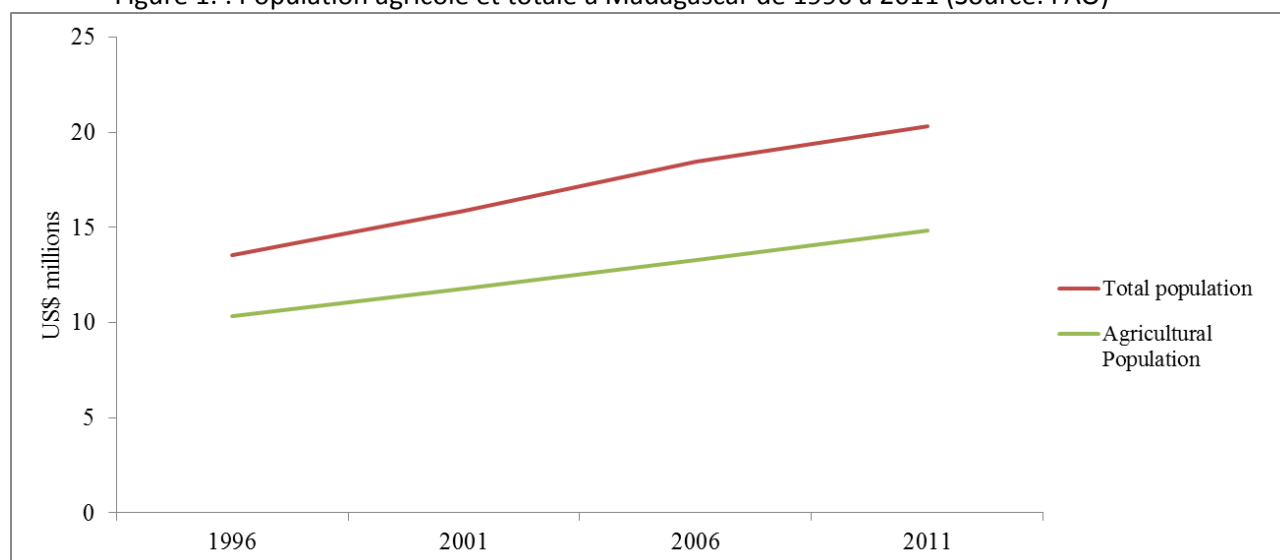
C'est seulement en examinant les possibilités et les inconvénients à grande échelle, pour officialiser les droits fonciers que nous avons vu les effets durables de déstabilisation économique des moyens d'existence et la rupture morale dans les régions rurales. Les récentes études de cas de dilemmes de terre en Asie du Sud par Hall et al. (2011) sont utiles pour théoriser l'exclusion des titres de propriété des terrains et des projets fonciers qui ajoutent à la déstabilisation des moyens de subsistance ruraux la confusion pour l'accès à la propriété, l'utilisation des droits, en particulier en temps de crise politique. Par exemple, à Madagascar la pression sur les sociétés agraires à travers les politiques mondiales agricoles favorise les propriétaires fonciers les plus importants et les cultures commerciales. Le manque de services d'encadrement, et les coûts de carburant exorbitants ont historiquement marqués le début de la dépossession des terres des paysans du Sud les forçant à quitter les zones rurales pour le milieu urbain (Gibbon, 1992). Cette dynamique est notée par McMichael comme un régime alimentaire fondé sur des visions futuristes où la nourriture est produite en «agriculture sans paysans» (2010, 612).⁵

Pourtant, à Madagascar, la production nationale reste essentielle dans l'approvisionnement alimentaire d'une population croissante, surtout dans les milieux urbains. Par exemple, à Antananarivo, la capitale on estime que les agriculteurs périurbains et urbains locaux cultivent la majorité des aliments consommés dans la capitale chaque année, ce qui démontre que même avec les déplacements de la population vers les centres urbains l'agriculture reste une activité essentielle à Madagascar (voir Figure 1).

Table 1: Agricultural population as percent of total population in Madagascar 1996- 2011 Source: <http://faostat.fao.org/>

	Total Population (millions)				Agricultural pop. (millions)				Agricultural pop. as percent of total pop. (%)				Agriculture, value added as percent of GDP (%)			
	1996	2001	2006	2011	1996	2001	2006	2011	1996	2001	2006	2011	1994	1999	2004	2009
Years:	1996	2001	2006	2011	1996	2001	2006	2011	1996	2001	2006	2011	1994	1999	2004	2009
Amount:	13.55	15.85	18.43	20.32	10.36	11.79	13.30	14.84	76.49	74.41	72.16	69.63	25	30	29	29

Figure 1: : Population agricole et totale à Madagascar de 1996 à 2011 (Source: FAO)



Aujourd'hui, cependant, les agriculteurs malgaches sont encore soumis à une autre série de chocs agricoles, incluant la flambée des prix des céréales, la demande mondiale pour la production d'agrocarburants, et la saisie sans précédent de leurs terres agricoles prisées par les multinationales et les gouvernements étrangers (Hall 2011). Cet accaparement des terres pour le carburant, la

⁵ Ce terme est emprunté à l'ONG La via Campesina.

nourriture, et la conservation représente un moment charnière de la réforme agraire, mettant en lumière les questions de souveraineté nationale, la sécurité des moyens de subsistance et la protection de l'environnement. Alors que des visions contradictoires de la titrisation des terres apparaissent, d'importantes questions demeurent quant à savoir si le droit de propriété de la terre est une alternative adéquate pour protéger les malgache ruraux de la dépossession des ressources de subsistance, en particulier depuis la récente vague d'acquisitions foncières vues à travers l'hémisphère sud (Borras et Franco 2012, White et Dasgupta 2010). Par ailleurs, la confusion générale et le manque de transparence dans la mise en œuvre de ces nouvelles lois ont produit un environnement où certaines forces institutionnelles, telles que l'administration des terres, restent encore dominantes dans la prise de décision foncières, mais de nouveaux acteurs, tels que les maires et les entreprises privées, ont également un pouvoir économique et politique. Comment est défini l'accès à la terre, au travail et aux ressources productives dans l'industrie des agrocarburants de Madagascar, et au profit de qui?

3 Accès et contrôle aux ressources productives dans les "zones grises" rurales décentralisées

Les recherches actuelles focalisées sur la politique foncière soulignent la complexité des revendications de propriété individuelles et la décentralisation en tant que mécanisme pour le développement rural (Peluso et Lund 2011; Sikor et Lund 2009; Agrwal 2005). Malheureusement, les ordonnances politiques concernant les droits fonciers *inclusifs* sont généralement orientées vers la construction d'institutions financières et les ressources matérielles sans aucun pouvoir de décision pour le développement rural. En outre, dans la politique de réforme agraire, les notions de «renforcement des capacités» des institutions foncières et droits de propriété «officielles» sont contradictoires dans leur discours du développement favorisant les investissements étrangers comme les principaux mécanismes visant à stabiliser les moyens d'existence, de créer de nouveaux marchés et de protéger l'environnement. Ces notions cependant sont au mieux simplistes, et au pire gravement contradictoires, manquant la complexité des rapports sociaux et des réalités intégrées dans les contextes locaux.

Les chercheurs ont tenu à souligner que les politiques de décentralisation facilitées par les institutions de gouvernance internationale souvent ne correspondent pas aux contextes spécifiques des localités de mise en œuvre (Ribot 1998; Berry 2009; Ribot et Larson 2005). Les politiques de décentralisation - définies par Ribot « comme la dévolution des actifs de l'État ou du pouvoir vers des organes de décisions locaux ou privés ...» (1999, 4) - découlent d'une idéologie du développement postindépendance (principalement la gestion des ressources naturelles) qui met l'accent sur la gestion participative, les connaissances autochtones et le bien-être de la collectivité grâce à l'influence des approches axées sur le marché. L'État observé comme corrompu, inefficace et obstruant la gestion locale des ressources, a été réduit à la société civile et aux communautés locales. Ces dernières sont présentées comme meilleurs moyens pour améliorer la capacité, l'efficacité et créer une voie de développement durable et équitable. Pourtant, des études de cas ont montré, que la politique de décentralisation n'est pas une solution facile, car les résultats de nombreux programmes de ressources naturelles à base communautaire sont mitigés (Dressler et al. 2010).

Les revendications de propriété qui découlent de ces politiques ne doivent pas être considérées comme des notions théoriques et abstraites de droits formels, mais comme une partie du vaste tableau des revendications coutumières et historiques. La propriété est un moyen qui offre aux puissants intervenants l'accès et le contrôle des bénéfices découlant des ressources naturelles productives. Historiquement, à Madagascar, les tensions surviennent lorsque les institutions et les fonctionnaires d'état qui contrôlent l'accès et les bénéfices des ressources naturelles sont les

mêmes personnes qui sont accusées du plein usage de la décentralisation et de l'accès aux droits des utilisateurs locaux (Neimark 2010). En raison de la crainte de perdre les immenses bénéfices des ressources naturelles, les institutions répriment à donner pleinement les droits de propriété aux utilisateurs des ressources locales.

(Ribot et Larson 2005). Comme Ribot l'écrit, "...la propriété est fétichisée à l'exclusion de l'inspection des nombreuses autres dynamiques impliquées dans la dévolution des avantages aux communautés locales" (2000, 136). Sur certains sites à Madagascar, la politique de décentralisation caractérisée comme ayant peu de pouvoir de décision et d'implication dans la communauté locale laisse parfois les droits aux mains d'acteurs de l'État plus puissants, des élites d'affaires et des investisseurs étrangers afin d'exercer leur contrôle sur les bénéfices (Ribot 2000; Dressler et al 2010).

S'appuyant sur la relation historique de l'accès et de la propriété, Sikor et Lund notent à juste titre que les droits sur les ressources reposent sur des déclarations/ revendications péremptoires (qu'ils soient sociaux ou politico-juridique institutionnel), réciproques, et parfois contradictoires. Ils nomment opérant dans les «zone grises» l'espace entre les droits des gens et plus simplement leur accès aux ressources et les institutions qui exercent le pouvoir et l'autorité sur les ressources (2009, 2). Ici, les formes individuelles et organisationnelles opèrent dans la zone grise entre l'accès aux droits que les gens peuvent avoir et, finalement l'arbitrage des différentes institutions, y compris les autorités coutumières (Ribot 1998; Berry 2009), les organisations environnementales (Corson 2011), et les institutions de recherche scientifique (Neimark 2012b). Néanmoins, les résultats sont indéterminés et représentatifs des rapports de force intégrés dans ces institutions et négociés par la résistance des résultats alternatifs possibles.

Encore, Sikor et Lund désignent une deuxième «zone grise» dans laquelle on peut avoir autorité sur les ressources mais pas le pouvoir de saper certaines revendications. Dans leur analyse sur des réclamations contestées des terres, ils définissent la propriété comme «... revendications légitimées, dans le sens que l'État ou toute autre forme d'autorité politico-juridique les sanctionnent » (2009, 4). Pour tenter de garantir les droits aux ressources, beaucoup recherchent la reconnaissance légale des revendications de propriété à travers une sorte d'institution faisant autorité. Inversement, à travers l'octroi de ces droits, les institutions acquièrent une légitimité en reconnaissant les déclarations péremptoires. On peut avoir des droits formels aux ressources mais ne pas être en mesure d'y accéder comme on peut aussi accéder aux ressources dont on ne dispose pas de droits formels. Ainsi, l'accès et la propriété, le pouvoir et l'autorité sont deux ensembles de relations qui doivent être caractérisées comme un élément clé dans la formation des revendications de gouvernance aux niveaux local, régional et international. Je soutiens qu'à Madagascar en particulier, une zone grise est un espace institutionnel puissant où l'Etat et d'autres acteurs non étatiques peuvent faire des réclamations de décentralisation tout en continuant à contrôler l'accès et l'utilisation des droits, en réalité, sans la dévolution du pouvoir d'Etat institutionnel aux utilisateurs de ressources locaux.

Comme les revendications contestées sur les terres deviennent plus évidentes, il est important de distinguer la manière dont les différents acteurs - ONG internationales, l'État, les sociétés multinationales, et les entreprises domestiques, les élites régionales, et les paysans locaux - accèdent aux ressources de manière à la fois formelle (titres, actes, contrats), coutumière et informelle ou extra-légale (pression politique, corruption, coercition) aux moyens de bénéficier de l'économie dérivant des agrocarburants (Ribot et Peluso 2003). Ici, je fais spécifiquement la distinction entre l'accès et la propriété pour tenter de dissocier les «faisceaux de puissance" qui ont tendance à se cristalliser dans les différents nœuds des relations sociales et politiques.

Comme le spectre de projets fonciers apparaît concomitamment à Madagascar, beaucoup sont vacillants, à cause de l'impact des politiques économiques néolibérales et des «chocs paysans», comme le (Foreign Direct Investment -FDI) non réglementé, la réforme agraire et les changements dans l'accès aux ressources suite à la création d'espaces protégés pour la conservation de la biodiversité. Ces chocs ont conduit à un mélange de contestation d'accès aux droits et des troubles sociaux dans les zones agricoles fertiles et près de régions riches en ressources naturelles protégées (Sodikoff 2007; Kull 2004). Büscher, en s'appuyant sur Marx et Harvey, appelle une telle dépossession un moyen de créer un «environnement propice à l'accumulation du capital" (2009, 91). Mon étude montre comment, les entreprises d'agrocarburants cherchent à pénétrer dans les zones plus rurales, en vue de rechercher une main-d'œuvre bon marché. Ce sont les politiques contradictoires de la réforme agraire associées au retrait de l'aide étrangère et le manque de services de l'Etat qui composent une population rurale déjà vulnérable à Madagascar qui est maintenant observée comme consentante au capital.

4 Contexte: La crise politique et la création d'un «environnement favorable» à l'accumulation

En Mars 2009, un grand nombre de malgaches se sont réveillés avec les informations signalant des blindés parcourant les rues pavées de la capitale d'Antananarivo. En pleine crise politique, les troupes dissidentes dans les véhicules blindés de l'armée changeaient de camp du président Marc Ravalomanana, pour l'ancien maire et disc-jockey Andry Rajoelina. L'impasse a conduit à ce que beaucoup dans les médias ont appelé un «pale» coup d'Etat et le pouvoir fut effectivement transféré au nouveau président de la Haute Autorité de la transition (HAT) Andry Rajoelina. Pourtant, après le retour des chars dans leurs dépôts et la crise calmée, le bilan laisse plus d'une centaine de morts et de nombreux blessés ainsi que d'importants dégâts matériels.

Bien que la tension entre les deux politiciens montait depuis plus d'un an, la poussée de la crise a émané d'une vague de colère populiste sur une transaction foncière controversée rendue publique. La transaction foncière en question a été attribuée à la multinationale Sud Coréenne Daewoo Ltd - un bail de 99 ans pour convertir plus de 1,3 millions d'hectares des terres agricoles les plus fertiles de Madagascar à l'exportation du riz et de l'huile de palme pour la production d'agrocarburants. Des anecdotes de location des terres ont suivis comme le communiqué d'un second accord avec une société indienne, Varun, pour la production de viande sur 460 000 ha (cette opération a été annulée par la suite tout comme celle de Daewoo). Dans l'intervalle, Rajoelina a réussi à mobiliser la population d'opposition en dépeignant Ravalomanana comme "bradant" les terres aux étrangers. La preuve de cette rhétorique a rempli les ondes:

« La terre de Madagascar n'est ni à vendre ni à louer », a promis M. Rajoelina, qui a rapidement annulé l'affaire ... Et comme un autre a déclaré, « la terre [vendue] est sacrée pour le peuple malgache », a déclaré Hajo Andrianainarivelo, le ministre de la réforme agraire du nouveau gouvernement soutenu par l'armée. Même l'hymne national du pays chante la nécessité de protéger «la terre de nos ancêtres»⁶

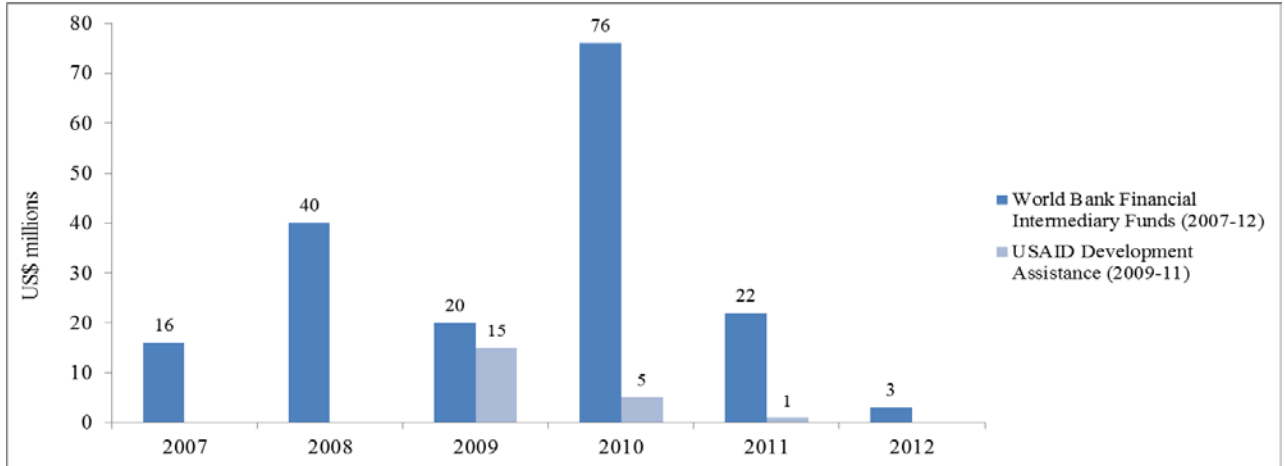
Le populisme politiquement chargé s'est cependant rapidement calmé laissant place au *néo-patrimonialisme* quand⁷ Rajoelina a pris le pouvoir. Son habileté à attirer une cohorte variée du soutien national, incluant les dirigeants politiques et militaires, n'a pas suffi face à la communauté

⁶York 2009.

⁷Voir Marcus et Ratsimbaharison (2005) pour une discussion détaillée du populisme politique à Madagascar.

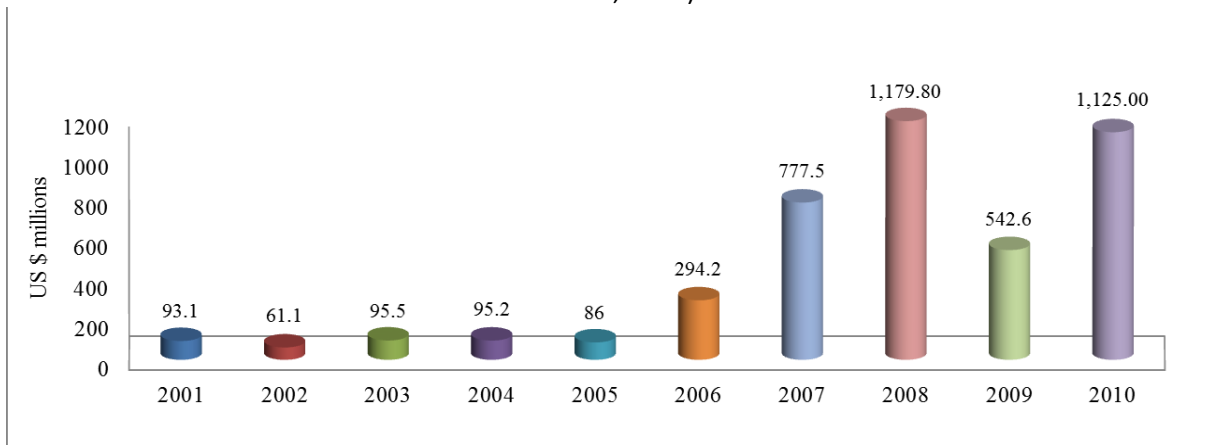
internationale qui a condamné le coup d'Etat comme antidémocratique et anticonstitutionnel. Les plus importants partenaires commerciaux de Madagascar, la France et les Etats-Unis ont coupé les relations diplomatiques; les bailleurs de fonds multilatéraux comme la Banque mondiale et le FMI ont annulé leurs engagements d'aide étrangère laissant le nouveau gouvernement en faillite et isolé (voir Figure 2).⁸

Figure 2: La banque mondiale et l'USAID : aide étrangère à Madagascar (Source: Banque mondiale, USAID)



En réponse à la censure internationale, Rajoelina a élargi son réseau économique et politique avec des partenaires commerciaux non traditionnels, tels que la Chine, renouvelant des contrats concluant de nouvelles affaires pour l'investissement agricole et industriel.⁹ De plus, pour pallier l'aide financière, qui représente environ 40 pourcent du budget du pays, Rajoelina a commencé à exporter des bois précieux (bois de rose et ébène) des pierres précieuses et des minéraux à un rythme alarmant (Draper 2010; Schuurman et Lowery 2009). Paradoxalement, les accords d'investissement étrangers qui ont conduit à la crise politique et à l'éviction du président sont désormais négociés pour garder son propre régime intact (voir Figure 3).

Figure 3: Augmentation des flux du FDI (Foreign Direct Investment) à Madagascar 2001-10 (Source: CNUCED, 2011)

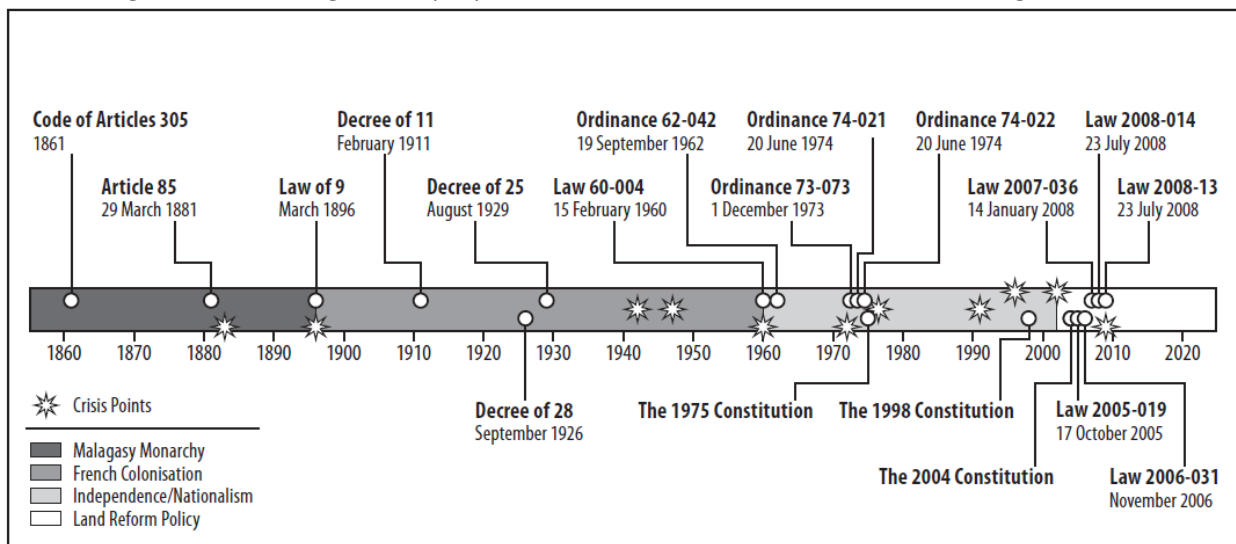


⁸ Le financement de la Banque mondiale en 2010 représente un changement quand Madagascar a reçu une subvention de la somme de 76 493 027 \$ du Financial Intermediary Funds (FIF) pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en 2010 Voir l'adresse sur: <http://go.worldbank.org/D41QD46W10> le 5 décembre 2012.

⁹ Un tel accord prévoit l'exportation de nickel-cadmium.

Si la rhétorique et le bouleversement social sont fondés sur la crise politique, la terre, en particulier la titularisation et les droits de propriété, se placent sur les lignes de front de l'échiquier politique. Comme James Scott note «le fossé entre la réalité du régime foncier sur papier et la réalité sur le terrain est sans doute plus grand dans les moments de troubles sociaux et de révolte» (1989, 49). Il est évident dans la chronologie historique de la réforme agraire où des tentatives de changements des politiques foncières majeures tentent de fournir des droits de propriété formels aux malgaches sont précédées par des crises civiles, politiques et économiques importantes (voir Figure 4).

Figure 4: Chronologie de la propriété foncière et la réforme foncière à Madagascar



Par ailleurs, pour nombre de ces politiques il à été mis en place des lois correspondantes qui conserve a l'Etat le contrôle centralisé des terres, ce qui rend toute réforme inutile (voir la chronologie ci-dessus). Ces zones grises de droits d'accès quasi-légaux et formels filtrent par le bas les institutions nationales et offrent une couverture pour un groupe émergent d'acteurs régionaux et locaux puissants (composé principalement de maires et d'élites locales) pour prendre des décisions sur les transactions foncières avec peu de consentement des paysans ruraux. Ces opérations d'agrocarburants avec des groupes d'investissements étrangers se groupent sur des terres qui peuvent ou non être légalement leurs.

5 Madagascar et la propriété foncière dans l'ère du FDI

Même avant la crise politique de 2009, il ya eu une vague d'initiatives prises par les organismes gouvernementaux, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et des ONG internationales ont été mis en place pour répondre aux droits à la propriété foncière. Au cours de la dernière décennie, la Banque mondiale a fait des investissements importants dans la promotion de la réforme agraire en Afrique et à Madagascar (Teyssier 2010; Lund 2009; Jacoby et Minten 2007). Le plus grand projet bilatéral américain lancé sous les auspices du Millennium Challenge Account (MCA) a inclus un projet couplé de 109 millions de dollars pour la réforme du secteur financier, le régime foncier et la promotion agroalimentaire¹⁰. On estime que 440 bureaux régionaux des terres ont été ouverts au cours des cinq dernières années, livrant plus de 71 000 certificats fonciers soient 58 500 ha

¹⁰ Le Millennium Challenge Compact (MCC), connu à Madagascar comme le MCA représente l'initiative du président Bush en 2002 d'aide au développement à travers la réforme financière, le régime foncier assistance financière et le secteur agricole. L'engagement du MCC signé en Avril 2005 est entré en vigueur en Juillet 2005 et devait prendre fin en Juillet 2010, après une année supplémentaire ajoutée (Lucas, 2006).

actuellement en propriété individuelle (Burnod et al. 2011). Par conséquent, cette vague de soutien des bailleurs de fonds pour la formalisation de la propriété à Madagascar met en parallèle une période de flambée des prix des céréales et la demande croissante pour les cultures destinées aux agrocarburants, conduisant à une ruée sur les terres agricoles dans le monde en développement (Borras et Franco 2012; Kugelman et Levenstein 2009). Etant donné cette tendance actuelle aux transactions des terres à grande échelle avec de telles politiques intégrées, de nombreuses questions demeurent, à savoir si les droits fonciers formels codifiés dans des investissements conséquents et les projets de développement sont adéquats pour protéger le malgache rural de la saisie des terres et des évictions forcées¹¹. Comme l'a noté un récent propriétaire rural:

Avant la crise politique, le gouvernement a changé la législation et a transformé toutes les terres non titrées automatiquement en la propriété de l'Etat, et a facilité aux citoyens le faire valoir les terres inoccupées pour l'agriculture ou le développement, une réforme que Rakotoarison décrit comme «une révolution». Toutefois, la procédure pour réclamer des terres reste toujours un cauchemar de la bureaucratie et la décentralisation des décisions au sujet de la propriété des terres aux communes est toujours incomplète.¹²

Des recherches préliminaires se penchent actuellement sur les effets des acquisitions de terres à grande échelle pour l'agro-industrie (Burnod et al 2013; Andrianirina-Ratsialonana et al 2011) et le rôle des agences de développement dans les systèmes de production ruraux (Neimark 2012a). Ce travail fondamental a commencé à exposer les contradictions des lois foncières de l'État et la tension qui existe dans les politiques de promotion de la croissance économique tout en prodiguant des droits fonciers locaux comme un moyen de s'assurer contre les déplacements et les conflits fonciers. Par exemple, à Madagascar, il existe deux politiques divergentes d'investissement des terres causant une grande confusion en matière de propriété foncière. La première, la loi 2007 - 036, prévoit des incitatifs fiscaux aux investisseurs étrangers accompagnés de transactions foncières accélérées, tandis que la seconde, la réforme foncière et les lois de la décentralisation, lois 2005 - 019 et 2006-031, respectivement, reconnaissent les droits coutumiers à la terre et donne pouvoir aux maires et protection des garanties aux autochtones par le biais des systèmes de certification (Burnod et al. 2011). Cependant, ces deux politiques d'investissement fonciers divergentes sont mise en place comme des forces d'opposition qui sèment la confusion et la méfiance dans les paysages ruraux (voir Figure 4 pour l'histoire de projets fonciers à Madagascar). Evers et al. (2011) expriment que la plupart des habitants en zone rurale ne comprennent toujours pas pleinement le processus de réforme agraire et ignorent le processus d'obtention de certificats, mettant en branle une situation dans laquelle la réforme existe sur le papier mais où les habitants peuvent encore potentiellement être déplacés ou expulsés sans consentement. Cette action quasi-juridique démontre comment les administrations foncières sont en mesure de conserver le contrôle du titrage, des baux à long terme dans les zones rurales et sont donc incapables ou refusent de transférer les droits sur les institutions locales.

¹¹ Madagascar n'est pas le seul pays soumis à la controverse des transactions des terres à grande échelle. L'ampleur de ces accaparements de terres ne doit pas être sous-estimée. Par exemple, un rapport de 2009 par l'IIED et la FAO a noté que 30 000 hectares au Mozambique, 300 à 400 000 hectares au Bénin, et 400 000 hectares en Tanzanie ont été alloués et la culture des agrocarburants et du grain. La taille de ces parcelles est particulièrement troublante sachant que la plupart des habitants des zones rurales de l'Afrique subsaharienne occupent en moyenne partout 1-2 ha de culture de subsistance (Kugelman et Levenstein 2009). De Madagascar au Mali, l'anxiété sociale et les troubles civils qui entourent l'accaparement des terres a augmenté.

¹² Nouvelles de l'IRIN 2012.

Une telle quantité de terres sous différentes formes de revendications foncières combinée avec des nouvelles demandes à travers de nouveaux programmes de certification des terres poussés par des groupes de la société civile et les donateurs complique la pression parallèle pour de nouveaux investissements étrangers, surtout quand une grande partie de ces investissements sont basés sur l'agriculture et / ou l'exploitation minière. La loi sur l'investissement derrière cette poussée (2007-036) a été conduite par le régime Ravalomanana et le Economic Development Board of Madagascar (EDBM). L'EDBM a été conçu pour accélérer les investissements étrangers dans le pays. Les investissements ont été multipliés par 15 entre les années 2005-10 (Evers et al. 2011), et le nombre d'entreprises de Fortune 500 opérant dans le pays a doublé (CNUCED 2011). L'implication de la Chine dans le FDI a explosé passant de 0,7 million de dollars US en 2005 à 61 200 000 de dollars en 2009. Bien que plus de 80 pourcent de son FDI était dans le secteur minier, l'intérêt pour certains types d'agro-industrie augmente, à savoir la spéculation dans les agrocarburants.

Deux des plus grands projets d'agrocarburants, Daewoo Logistics et Varun, ont constitué d'importants projets pendant cette période avec 1,3 million et 465 000 ha prévus respectivement pour les cultures vivrières et le carburant.¹³ Les petits projets restants représentent environ 300 000 hectares de terres arables. Bien que plus petit en taille, ce montant est encore important. Tout d'abord, dans tout le pays il ya environ 2,5 millions de parcelles individuelles détenues par les familles représentant environ 2 millions d'hectares et, deuxièmement, le montant total des terres arables est estimé quelque part entre 15 et 37 pourcent de la superficie totale de Madagascar.¹⁴ Bien que le montant total des terres arables soit actuellement en litige, avec une petite quantité de terres arables occupée par des millions de parcelles individuelles, toute perturbation pour accéder à la terre met une population très vulnérable dans des conditions difficiles en termes d'accès et de sécurité alimentaire.

6 Capitalisme d'agrocarburants à Madagascar

Au cours des 15 dernières années, l'intérêt des donateurs pour les agrocarburants est resté assez élevé coïncidant avec la promotion des partenariats public-privé autour de la production de carburants de remplacement comme une méthode de développement durable. Ruth Hall (2011) du Future Agriculture Consortium note que les plus récents dispositifs d'investissement de grande envergure sont suivis d'une augmentation des prix mondiaux des céréales et d'une pression récente sur les marchés développés et les pays émergents à s'approvisionner en aliments de base.

De plus, l'augmentation de la demande mondiale pour l'énergie alternative et la terre pour des crédits de carbone sous REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation), a alimenté un marché spéculatif pour les cultures destinées aux agrocarburants, ainsi qu'une poussée à acheter des terres agricoles de choix - observé comme un investissement plus stable par rapport aux marchés financiers précaires (Hall 2011; voir aussi de Shutters 2010).¹⁵ Les institutions impliquées dans la promotion des agrocarburants aujourd'hui sont la Banque mondiale, USAID et la Commission européenne. Pendant un certain temps, la Banque mondiale, quoique prudente, est devenue une partisane de la production des agrocarburants dans les pays du Sud (Deininger et Byerlee 2011). Les marchés émergents, comme la Chine, l'Inde et le Brésil ont également commencé

¹³ La transaction Daewoo a été annulée en 2009 et l'affaire Varun peu après.

¹⁴ Les estimations vont de 15 à 20 millions d'hectares par la FAO et 8 millions par le ministère de l'Agriculture (Evers et al. 2011).

¹⁵ La demande mondiale d'agrocarburants en Afrique a considérablement augmenté depuis la déclaration des objectifs de l'UE à savoir 10 pourcent de la consommation de carburant à partir de sources renouvelables d'ici 2020.

à investir nationalement et recherchent aussi des opportunités d'investissement dans d'autres pays en voie de développement (Economist 2012).

Ce n'est que fin 2007 lors des premiers chocs alimentaires mondiaux que le scepticisme global a commencé envers les agrocarburants. Oxfam a remarqué que, durant cette période, les prix mondiaux des denrées alimentaires ont augmenté de plus de 80 pourcent, mettant environ 100 millions d'individus sous le seuil de pauvreté (Oxfam 2012). Ce n'était pas seulement la concurrence avec les cultures vivrières, mais c'était aussi la déforestation en Indonésie pour l'huile de palme et le Brésil pour la canne à sucre et la production de soja (Butler 2006). La concurrence pour les cultures vivrières et les conséquences sur l'environnement obligent l'industrie des carburants à rechercher de nouvelles cultures de remplacement qui ne sont pas en concurrence avec la nourriture et/ou qui pourraient diminuer l'impact environnemental (Scharlemann et Laurance 2009). Certaines de ces solutions de rechange incluent les agrocarburants de deuxième génération, y compris les plantes celluloseuses comme le panic raide et le Jatropha - Un arbuste qui pousse sur des sols pauvres avec une faible irrigation - qui à l'époque semblait être la panacée des agrocarburants.

Les entreprises agro-industrielles ont été impliquées à différents niveaux de fonctionnement à Madagascar depuis le colonialisme. Pourtant, même après la fin du colonialisme, un certain nombre de petites et moyennes entreprises françaises sont restées en place poursuivant leurs activités avec le gouvernement indépendant nouvellement installé. Dans un contexte plus contemporain, la plupart des entreprises aujourd'hui sont moyennes, petites et individuelles avec une variété de mécanismes de financement et de production. Les premières de ces entreprises peuvent être qualifiées de "start-up" agro-entreprises qui ont leur propre financement ou qui sont financées de façon indépendante. Le deuxième type, inclut des moyennes entreprises qui dépendent d'une certaine façon sur le financement privé et / ou public, avec une grande partie de ce dernier sous la forme d'aide au développement, de programmes sociaux et économiques, ainsi que des entrepreneurs individuels qui cherchent à attirer des financements internationaux. Le dernier groupe est composé d'opérateurs de l'agro-industrie qui sont parfois liés à des sociétés multinationales opérant dans le pays soit dans l'exploitation minière ou d'autres secteurs industriels importants (Evers et al 2011). Ces multinationales ne viennent pas à Madagascar pour mener des projets agro-industriels, mais sont impliquées dans le considérable secteur minier ou la pêche et cherchent à augmenter leurs revenus grâce à des entreprises subsidiaires.

La croissance de l'industrie des agrocarburants à Madagascar a commencé au cours de la période de Ravalomanana, pressant des initiatives publiques et privées comme un nouveau modèle de développement. À la fin des années 1990, comme l'intérêt mondial pour les carburants de remplacement était à la hausse, les entreprises agro-industrielles privées et les agences de développement ont conclu des partenariats pour promouvoir les programmes agricoles dans les zones rurales, en collaboration avec les initiatives de conservation axées sur le marché (Freudenberger et al. 2011). Pour sa part, le secteur privé a reçu des fonds de démarrage d'organismes d'aide pour subventionner le coût initial élevé du matériel, des graines, de la terre et du travail. Les agences de développement ont vu les agrocarburants comme une formule « gagnant-gagnant », - le développement économique rural à travers une alternative aux combustibles fossiles répondant aux préoccupations mondiales sur le climat avec le secteur privé se chargeant d'une grande partie des dépenses, ces plans étaient un autre « remède miracle » pour lutter contre la pauvreté tout en sauvant la planète.

Une enquête de 2011 menée par le World Wildlife Fund for Nature (WWF) a trouvé environ 56 projets d'agrocarburants soit en préparation soit en production, ou en suspension temporaire (WWF 2011). Chacun de ces projets d'agrocarburants produit de l'agrodiesel, de l'agroethanol, et / ou du biogaz. Treize des dix huit entreprises de production d'éthanol sont enregistrées comme des entreprises malgaches et trois sont sous contrôle étranger (3 origines ne sont pas disponibles). La

propriété étrangère est différente dans l'industrie du diesel où seulement 3 des 28 entreprises interrogées étaient malgaches. Cela peut avoir à faire avec les demandes du marché, alors que les entreprises européennes s'intéressent plus au diesel par le jatropha qu'à l'éthanol (Andrianirina-Ratsialonana et al. 2011). Ce qui est important de comprendre au sujet de l'industrie des agrocarburants c'est que plus de la moitié de tous les projets sont dans un état de suspension de production ou tout à fait arrêtés (ibid. 2011).

En termes de tailles, les projets annonçaient une échelle allant approximativement de 880 000 à 1,1 million d'hectares (WWF 2011). Cependant, sur ce large éventail, moins de 60 000 ha sont actuellement cultivés. Par exemple, les producteurs d'éthanol ont environ 330 000 ha planifiés, mais seulement 225 000 en préparation et moins de 6 000 en production. Pourtant, ce qui est important de souligner ici, c'est que depuis la crise de 2009, plus de la moitié de tous les projets sont dans un état de production suspendue ou complètement arrêtés. Selon Evers et al. (2011), il ya un certain nombre de raisons du retard ou de la suspension de la production. Tout d'abord, beaucoup de producteurs ne connaissent pas l'état de l'accès à la terre, et beaucoup doivent faire face à un long processus afin d'obtenir les autorisations officielles des autorités régionales et nationales ; avec la plupart des services économiques nationaux, tels que le EBDM ne fonctionnant pas à pleine capacité depuis la crise, il ya une surcharge de travail administratif considérable pour recevoir les permis environnementaux nécessaires (Environmental Impact Statements) pour commencer la production. Deuxièmement, même s'il n'est pas impossible d'acheter un terrain, la plupart des entreprises cherchent à obtenir des contrats de location à long terme de 50 à 99 ans. Avec la crise politique, l'administration des terres est plus lente que d'habitude pour distribuer ces types de contrats fonciers (ibid. 2011). Ces contrats, communément appelées à Madagascar baux emphyteotiques, assurent la sécurité d'investissement à long terme aux entreprises sans avoir à passer par le processus très difficile d'achat de la terre.

En surface, il semble que la principale raison pour ce retard (ou fermeture) soit un mélange d'incertitude politique et de demande mondiale, tant les projets approuvés pour les agrocarburants se sont soit entièrement effondrés ou réorientés vers d'autres cultures (un modèle vu à travers l'Afrique maintenant).¹⁶ Une des principales raisons pour ce changement peut être attribuée à la mauvaise presse des agrocarburants reçue par le biais des réseaux d'ONG activistes et les milieux universitaires.

Ce contrecoup de la production d'agrocarburants n'a pas stoppé tous les projets à Madagascar, mais a plutôt changé la taille et l'emplacement des projets d'agrocarburants, avec une augmentation d'opérateurs de petite à moyenne échelle s'implantant dans les zones qui détiennent moins de demande commerciale. Les producteurs font valoir qu'ils fournissent du travail générateur de revenu à une main-d'œuvre locale et participent au développement social local, un seul producteur prétend distribuer jusqu'à 500 emplois saisonniers pouvant aller jusqu'à 2 000 dans un proche avenir dans les zones rurales de l'ouest de Madagascar.¹⁷

Selon les opérateurs, les habitants des zones rurales sont tout à fait accueillants à toute possibilité de salaire ou opportunités de main-d'œuvre saisonnière; ils sont moins préoccupés de savoir qui délivre du développement économique, que comment et à quelle vitesse il peut être livré.

Comme l'indiqué un producteur d'agrocarburants dans la région :¹⁸

¹⁶ Entretien privé avec Ruth Hall 2012.

¹⁷ Interview anonyme (7 juillet 2012).

¹⁸ Interview anonyme (6 juillet 2012). - This quote was left in its original language as to not misinterpret the interviewee's response.

While I agree there has been an increasing movement away from responsibility by the state... It's been placed upon the private sector; development is for anyone who is around and prepared to pay the bill.

Il continue en décrivant le rôle du secteur privé pour fournir cette aide:

And most important of all, to actually help these peoples transform their lives. And that's what I can honestly say to you right now within the last 4 years, [the firm], and I'm very proud of it, we have saved many, many people's lives. People who would have died from starvation, through possible disease, through malaria, all of these are very fateful diseases when people are already very weak. And we're dealing with temperatures that can get up to 40 degrees in summer, in a plantation. Can you imagine, just close your eyes for a minute, you wake up in the morning and we are not there. You're living in a hut, not even a mud hut is what you've aspired to. These people are living under leaves, literally, that's it.

Les principaux acteurs ont estimé que la vitesse à laquelle le secteur privé fournit une aide dépasse de loin celles des institutions publiques, des organismes d'aide, et même de nombreuses ONG. Comme un maire local a déclaré: «Le secteur privé est beaucoup plus souple, peut prendre des décisions au niveau local, et permet la prise de décision «sur place».¹⁹ Cette flexibilité pour développer les infrastructures et d'autres décisions autour de la production ouvre également la porte au manque de transparence maintenant que leurs actions ne sont plus vérifiées par les fonctionnaires d'état.

Réaliser du développement social et économique pour la population rurale facilite l'accès aux zones où le travail est accessible sur une base saisonnière et met en place un scénario où la résistance au niveau local est apaisée grâce au pouvoir que les firmes détiennent. Cependant, ce n'est pas le travail qui est la principale contrainte, mais gagner et contrôler l'accès à la terre. Pour les spécialistes de la politique foncière, les réformes à travers le pays ont seulement ouvert la possibilité de ce qui était autrefois observé comme relativement « accessible » ; les sites de plantation peuvent désormais être limités par les nouvelles procédures de certification locales et les bureaux régionaux des terres. Cependant, une fois de plus les propriétaires de plantations d'agrocarburants semblent être en mesure de surmonter les problèmes des terres de diverses manières, mais ce n'est pas sans son lot de problèmes:

Je ne m'intéresse pas à posséder des terres à Madagascar. Je suis intéressé à utiliser la terre pour faire pousser les plantes. C'est ce que je fais, c'est pourquoi je suis ici... Bien sûr, dès qu'un homme blanc dévoué apparaît, avec un peu d'argent à investir, tout à coup, vous obtenez tout un tas de gens qui se présentent à vous en disant: «Oh, c'est ma terre! "Alors, où est la paperasse? Eh bien, la paperasse bien sûr, n'existe pas.»²⁰

Pour la plupart des opérateurs à Madagascar, la prestation de services sociaux, comme la santé et l'éducation, la construction d'écoles et de routes, l'accès à l'eau si essentielle est utilisé comme un conduit pour accéder aux ressources nécessaires. Un autre opérateur d'agrocarburants fait écho à cette réponse en parlant de leur nouveau rôle en tant qu'agent de développement:

¹⁹ Interview anonyme (7 juillet 2012).

²⁰ Interview anonyme (6 juillet 2012).

Que demandent-ils? Ils demandent beaucoup de choses. Tout! Il manque de tout, surtout les infrastructures. Ils nous demandent de construire l'école, parce qu'il n'y a pas de toit, une route, parce que la route est endommagée chaque année. Il ya énormément de projets dont ils ont besoin dans le sud. Ils voient d'autres projets autour et ils le veulent la même chose. Ils sont heureux de voir que nous apportons le PNUD avec nous. Pour le projet jatropha nous travaillons avec l'Union européenne, à planter et à récolter. Depuis la crise, il ya beaucoup moins d'aide au développement.

Cependant, dans le nord les malgaches ruraux ne reçoivent pas cette même nouvelle attention. Le développement inégal des nouveaux investissements étrangers direct (Foreign Direct Investment - FDI) dans le paysage rural peut avoir à faire avec les deux stratégies de subsistance des paysans et des entreprises favorisant un groupe comme une force de travail sur l'autre. Par exemple, dans une étude de cas de Medernach et al. (2011), l'ethnie Sakalava, éleveur de bovins a mis le feu aux maisons Betsileo (une autre ethnie) pour chasser l'entreprise et récupérer une partie de leur pâturage déplacé par les plantations. Les Betsileo et les travailleurs migrants n'ont pas à parcourir de longues distances pour trouver du travail, les plantations offrent une occasion viable même pour un faible salaire. On a estimé que pour les parcelles initiales de jatropha, l'entreprise a fourni 160 emplois saisonniers (pour une période de 3 mois) : huit longues et pénibles heures de travail par jour pour un salaire d'environ 3.500 MGA journalier et souvent six jours par semaine, ce qui donne 91 000 MGA par mois (ibid. 2011). La plupart des travailleurs sont embauchés à bas salaires, alors que la plupart des travaux de gestion sont placés dans les mains d'experts formés dans d'anciens organismes de développement et / ou aux affaires à Antananarivo, la capitale.

Il ya un certain nombre de facteurs environnementaux et géographiques qui s'ajoutent au développement inégal de la production d'agrocarburants. Tout d'abord, où les habitants opèrent sur les droits de propriété incertains, les collecteurs de graines oléagineuses et les producteurs ne respectent pas toutes les conditions de droits fonciers et récoltent sur la propriété d'autrui ainsi que sur les terres contrôlées par l'État (comme les forêts). Dans les cultures de plantation, des réclamations et des demandes reconventionnelles utilisées pour accéder à la terre ont été parfois violentes, comme le montre l'étude de cas décrite ci-dessus. Deuxièmement, les relations sociales entre les entreprises et leurs travailleurs diffèrent en termes de propriété foncière. La capacité d'acheter, de vendre et de sécuriser les terres affecte la façon dont les entreprises fonctionnent. Dans des régions comme le grand sud de Madagascar, où les droits coutumiers sont forts, les entreprises ont tendance à utiliser le système de transplantation, parce qu'ils savent qu'ils ne seront pas en mesure de se procurer des terres en l'achetant. Dans le nord de Madagascar, il ya une histoire de vente et d'achats de terrains, d'où plus de plantations et plus de travail. Dans les transplantations, il y a moins d'endroits centralisés pour mettre en œuvre les programmes de développement social, tandis que les plantations offrent une visibilité directe et les opérations des entreprises peuvent être vues comme liées à la mission de développement durable par les routes, la construction d'écoles, le soutien médical et éducatif. Et enfin, les plantations doivent garder le soutien administratif des institutions de gouvernance locales (maires, chefs de district) qui peuvent entraîner, d'une part, la responsabilité des actions de l'entreprise à respecter ses engagements promis aux collectivités et aux travailleurs, mais d'autre part, ouvre la porte aux entreprises à maintenir des liens étroits avec les fonctionnaires, la corruption et moins de responsabilités.

7 Discussion et conclusion

Le but de cette étude était de fournir les points de vue clés des opérateurs d'agrocarburants, des gestionnaires de plantations, et des administrateurs gouvernementaux sur les relations sociales et les politiques émergentes tandis que l'industrie déplace la production vers des zones plus rurales de Madagascar. Dans cet article, je montre comment les effets des nouvelles politiques foncières,

l'insécurité d'occupation prolongée et l'absence d'aide étrangère ouvrent de nouveaux espaces pour le capital de pénétrer dans les zones rurales éloignées, et démontre les mécanismes d'accès utilisés par de puissants acteurs pour rechercher des terres accessibles et de la main-d'œuvre bon marché. Je soutiens que ces dynamiques aident à mettre en place un environnement pour les acteurs du secteur privé pour engager la participation des communautés locales dans le développement économique et durable comme un moyen de réprimer la résistance et faciliter les droits d'accès. En d'autres termes, les entreprises d'agrocarburants prodiguent de l'aide pour surmonter les obstacles politiques et sociaux et jouissent du libre accès aux terres et à la main-d'œuvre excédentaire.

Dans cet article, j'ai soutenu que nombre de ces questions de politiques émergentes surviennent en raison de politiques de réformes foncières contradictoires et conflictuelles à Madagascar. Depuis quelque temps, l'acte de formalisation des droits fonciers a été l'épine dorsale du développement. Les avantages de la propriété foncière sont promus par les partisans comme permettant l'augmentation des investissements privés, la responsabilisation et la transparence, un flux régulier de recettes fiscales, l'utilité des terres, la réduction des conflits, l'amélioration de la cohésion sociale, l'égalité des sexes et la promotion de l'intensification agricole et la gestion durable des ressources naturelles (Teyssier et al 2008). Ces politiques à Madagascar ont été fortement influencées par des accords multilatéraux internationaux et par la pression de décentralisation des bailleurs de fonds bilatéraux, tout en promouvant l'investissement étranger direct (Foreign Direct Investment -FDI) à grande échelle. Ces variations parfois contrecarrent les objectifs de fournir des droits de propriété efficaces aux agriculteurs locaux et aux utilisateurs des ressources entraînent une certaine confusion des informations concernant la réforme agraire dans les zones rurales. En outre, compte-tenu de la confusion sur la mise en œuvre intégrale de ces nouvelles lois, certaines forces institutionnelles, telles que l'administration des terres, restent l'autorité compétente en matière de terres et de transactions foncières avec l'investissement étranger direct (Foreign Direct Investment - FDI). Comme Sikor et Lund (2009, 2) remarquent des zones grises existent entre les droits formels de propriété et l'accès, tandis que les négociations et les luttes concernant la propriété se trouvent quelque part entre stratégies de légitimation des institutions de l'administration foncière et l'accès localisé détenu par une multitude d'acteurs intéressés, allant des paysans en milieu rural, les élites régionales et des entreprises d'agrocarburants.

Aller de l'avant en s'appuyant sur une critique récente des relations du capitalisme d'agrocarburants et de l'état, Dauvergne et Neville concèdent que la tendance négative de changement en milieu rural due à la production d'agrocarburants doit être observée par un réseau de «nouvelles alliances politiques» entre les acteurs politiques, économiques et sociaux s'appuyant sur «les structures institutionnelles de l'Etat, le moment de l'entrée des agrocarburants dans le marché, et sur les relations historiques État-société » (2010, 632). Ici, l'Etat, qui détient désormais le rôle de gardien des ressources naturelles, doit prendre des mesures nécessaires de ne pas poursuivre les schémas habituels de recherche de rente centralisée observés dans les secteurs agricoles et forestiers précédents, mais à s'acquitter pleinement de la surveillance réglementaire et du contrôle qui manque actuellement et qui sera plus en grande demande avec le développement du secteur des agrocarburants. Comme les entreprises d'agrocarburants se déplacent vers l'arrière-pays, la participation sélective des travailleurs salariés au nom de la durabilité environnementale et la sensibilité sociale est sanctionnée par les élites de l'Etat et des multinationales étrangères en guise d'aides de développement durable dans la tentative d'attirer la main-d'œuvre rurale et réprimer la résistance sociale. Toutefois, dans ce scénario de politique d'inclusion, ces paysans en milieu rural courent maintenant le risque d'absorber les charges potentielles de la production d'agrocarburants, y compris la dégradation de l'environnement, l'exclusion des ressources de subsistance, et les chocs des fluctuations des prix des agrocarburants et les distorsions du marché.

Références

1. Agrawal, A. 2005. *Environmentality: Technologies of Government and the Making of Subjects*. Durham, NC: Duke University Press.
2. Andrianirina-Ratsialonana, R. and Ramarojohn, L., Burnod, P. and A. Teyssier 2011. "After Daewoo? Current status and perspective of large-land scale acquisitions in Madagascar," Rome: *Observatoire du Foncier à Madagascar*, CIRAD, ILC.
3. Baird, I.G. 2011. "Turning land into capital, turning people into labour: Primitive accumulation and the arrival of large-scale economic land concessions in Laos." *New Proposals: Journal of Marxism and Interdisciplinary Inquiry* 5 (1): 10-26.
4. Berry, S. 2009. "Property, Authority and Citizenship: Land Claims, Politics and the Dynamics of Social Division in West Africa." *Development and Change* 40 (1): 23–45.
5. Berry, S. 1993. *No Condition is Permanent: The Social Dynamics of Agrarian Change in Sub-Saharan Africa*. Madison, WI: University of Wisconsin Press.
6. Borras, S.M., and J.C., Franco 2012. "Global land grabbing and trajectories of agrarian change: a preliminary analysis." *Journal of Agrarian Change* 12 (1): 34-59.
7. Borras, S.M., Hall, R., Scoones, I., White, B., and W., Wolford. 2011. "Towards a better understanding of global land grabbing: An editorial introduction." *Journal of Peasant Studies* 38(2): 209-16.
8. Borras, S. M., McMichael, P., and I., Scoones 2010. "The politics of biofuels, land and agrarian change: Editors' introduction." *Journal of Peasant Studies*, 37 (4): 575-92.
9. Broegaard, R.J. 2005. "Land tenure insecurity and inequality in Nicaragua." *Development and Change* 36 (5): 845-64.
10. Bruce, J. W., and A. Knox. 2009. "Structures and stratagems: Making decentralization of authority over land in Africa cost effective." *World Development* 37 (8): 1360–69.
11. Büscher, B. 2009. "Letters of gold: Enabling primitive accumulation through neoliberal conservation." *Human Geography* 2 (3): 91–94.
12. Burnod, P., Gingembre, M., R. Andrianirina Ratsialonana 2013. "Competition over authority and access: International land deals in Madagascar," *Development and Change* 44 (2): 357–79.
13. Burnod, P., Andrianirina, N., Boue, C., Gubert, F., Rakoto-Tiana, N., Vaillant, J., Rabeantoandro, R. and R. Ratovoariny 2012. "Land reform and certification in Madagascar: Does perception of tenure security matter and change?" Paper presented at the Annual World Bank Conference on Land and Poverty, World Bank, Washington DC.
14. Butler 2006. Why is oil palm replacing tropical rainforests? Why are biofuels fueling deforestation? Accessed on: April 25, 2006 at: http://news.mongabay.com/2006/0425-oil_palm.html#2f6Z4haX3mF8Hved.99.
15. Corson, C. 2011. "Territorialization, enclosure and neoliberalism: Non-state influence in struggles over Madagascar's forests." *Journal of Peasant Studies* 38 (4): 703-726.
16. De Angelis, M. 2001. "Marx and primitive accumulation: The continuous character of capital's enclosures." *The Commoner*, 2. Available from: <http://www.commoner.org.uk/02deangelis.pdf>.
17. Dauvergne, P. and K. J. Neville 2010. "Forests, food, and fuel in the tropics: The uneven social and ecological consequences of the emerging political economy of biofuels." *Journal of Peasant Studies* 37(4): 631- 60.
18. Deininger, K. and D. Byerlee 2011. *Rising global interest in farmland: Can it yield sustainable and equitable benefits?* The World Bank: Washington DC.
19. Deininger, K. and S. Jin 2007. "Securing property rights in transition: Lessons from implementation of China's rural land contracting law." *Policy Research Working Paper Series* 4447, World Bank: Washington DC.

20. Deltombe, March 2012, Les fantômes de Madagascar: La France, acteur-clé de la crise malgache, Accessed on July 20, 2012 at: <http://www.monde-diplomatique.fr/2012/03/DELTOMBE/47470>.
21. Draper, R. 2010. Madagascar Pierced Heart. *National Geographic* 218 (3): 80-109.
22. De Schutter, O. 2011. "How not to think of land-grabbing: Three critiques of large-scale investments in farmland." *Journal of Peasant Studies* 38 (2): 249-79.
23. Dressler, W., Büscher, B., Schoon, M., Brockington, D. Hayes, T. Kull, C., McCarthy, J. and Streshta, K. 2010. "From Hope to Crisis and Back? A Critical History of the Global CBNRM Narrative." *Environmental Conservation* 37(1):1-11.
24. *Economist* 2012. "A new Atlantic alliance: Brazilian companies are heading for Africa, laden with capital and expertise." Nov 10th 2012, Print Edition.
25. Evers, S.J. Burnod, P., Andrianirina-Ratsialonana, R. and A. Teyssier 2011. "Foreign land acquisitions in Madagascar: Competing jurisdictions of access claims." In: T. Dietz, K. Havnevik, M. Kagg and T. Oestigaard (eds.) *African engagements: Africa negotiating an emerging multi-polar world*. Brill AEGIS Book Series: Leiden-Boston.
26. Fairhead, J., Leach, M., and I., Scoones (eds.) 2012. "Green grabbing: A new appropriation of nature?" *Journal of Peasant Studies* 39 (2): 237-62.
27. FAOSTAT, 2012. Country profiles: Madagascar, Accessed on September 15, 2012 at: <http://faostat3.fao.org/home/index.html>.
28. Gibbon, P. 1992. "A Failed Agenda? African Agriculture under Structural Adjustment, With Special Reference to Kenya and Ghana." *Journal of Peasant Studies* 20 (1): 50-96.
29. GRAIN 2013. Against the grain: Land grabbing for biofuels must stop, February 21. Accessed on March 22, 2013, at: <http://www.grain.org/article/entries/4653-land-grabbing-for-biofuels-must-stop>.
30. Hall, D., Hirsch P., and T. M. Li. 2011. *Powers of Exclusion: Land Dilemmas in Southeast Asia*, Honolulu: University of Hawai'i Press.
31. Hall R. 2011 2011, "Land Grabbing in Africa and the politics of Food." *Policy Brief* 041, June. Accessed at: www.future-agricultures.org on February 14, 2011.
32. Harvey, D. 2006. *Spaces of Global Capitalism: Towards a Theory of Uneven Geographical Development*. Verso, London.
33. IRIN News 2012. "Madagascar: Small steps towards land reform." *IRIN News*, 13 April. Accessed on May 13, 2012, at: <http://www.irinnews.org/Report/95283/MADAGASCAR-Small-steps-towards-land-reform>.
34. Jacoby H. G. and B. Minten, 2007. "Is land titling in Sub-Saharan Africa cost-effective? Evidence from Madagascar." *World Bank Economic Review* 21(3): 461-85.
35. Jarosz, L. 1993. "Defining and explaining tropical deforestation: Shifting cultivation and population growth in colonial Madagascar (1896-1940)." *Economic Geography* 69 (4): 366-79.
36. Kelly, A. 2011. "Conservation practice as primitive accumulation." *Journal of Peasant Studies* 38(4): 683-701.
37. Kleinbooi, K. 2011. "Madagascar," In: R., De Satgé, K., Kleinbooi and C. Tanner (eds.), *Decentralised Land Governance : Case Studies and Local Voices from Botswana, Madagascar and Mozambique*, Institute for Poverty, Land, and Agrarian Studies, Cape Town: University of the Western Cape, Pp. 48-82.
38. Knaup H. 2008. *Africa becoming a biofuel battleground*, Accessed online on November 15, 2009 at: http://www.businessweek.com/globalbiz/content/sep2008/gb2008098_506787.htm

39. Kugelmann M. and S. Levenstein (eds.) 2009. *Land grab: The race for the world's farmland*. Woodrow Wilson International Center for Scholars: Washington, DC.
40. Kull 2004. *Isle of fire: The political ecology of landscape burning in Madagascar*: Chicago: University of Chicago Press.
41. Li, T. 2011. "Centering labor in the land grab debate." *Journal of Peasant Studies* 37 (2) 281–98.
42. Li, T. 2007. *The Will to Improve: Governmentality, Development, and the Practice of Politics*. Durham: Duke University Press.
43. Lucus, S. 2006. "Madagascar field report- MCA monitor", Center for Global Development, Washington, DC.
44. Lund, C. 2006. "Twilight institutions: Public authority and local politics in Africa." *Development and Change* 37 (4): 685–705.
45. Mann, S.A. and J.M. Dickinson 1978. "Obstacles to the development of a capitalist agriculture." *Journal of Peasant Studies* 5(4): 466–481.
46. Marcus, R. R., and A. M. Ratsimbaharison 2005. "Political parties in Madagascar: Neopatrimonial tools or democratic instruments?" *Party Politics* 11 (4):495-512.
47. McCarthy, J., Vel, J.A.C., and S. Afiff 2012. "Trajectories of land acquisition and enclosure: development schemes, virtual land grabs, and green acquisitions in Indonesia's Outer Islands," *Journal of Peasant Studies* 39(2): 521-49.
48. McConnell, W. 2002. "Misconstrued Land Use in Vohibazaha: Participatory Planning in the Periphery of Madagascar's Mantadia National Park." *Land Use Policy* 19 (3): 217-230.
49. McMichael, P. D. 2010. "Agrofuels in the food regime." *Journal of Peasant Studies*. 37 (4):609-629.
50. McMichael, P. D. 2009. "A food regime genealogy." *Journal of Peasant Studies* 36(1):139-169.
51. Medernach, K. Burnod, P. and H. Rakotomalala, H. 2011. *Large scale foreign land acquisitions: what interactions, opportunities and risks for different local farming systems? A case-study in Madagascar*. Thesis Report with the Malagasy Land Observatory, Antananarivo, and ISTOM, Paris.
52. Mitchell, T. 2002. *Rule of Experts: Egypt, Techno-Politics, Modernity*. Berkeley, CA: The University of California Press.
53. Moyo, D. 2010. *Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa*, Farrar, Straus, and Giroux- Macmillan, New York.
54. Neimark, B. 2012a "Green grabbing at the 'pharm' gate: overcoming the barriers of rosy periwinkle production in southern Madagascar." *Journal of Peasant Studies* 39 (2): 423-45.
55. Neimark, B. 2012b "Industrializing nature, knowledge, and labour: The political economy of bioprospecting in Madagascar." *Geoforum* 43 (5): 580-90.
56. Neimark, B. 2010 "Subverting regulatory protection of 'natural commodities:' The Prunus Africana in Madagascar." *Development and Change* 41(5): 929-954.
57. Oxfam 2012, *The Hunger Grains*, Briefing paper No. #161. Oxfam International, Oxford, UK.
58. Peluso, N.L. and C. Lund. 2011. "New frontiers of land control: Introduction." *Journal of Peasant Studies* 38(4): 667–81.
59. Ribot, J.C. 2000. "Forest Rebellion and Local Authority in Makacoulibantang, Eastern Senegal," In C. Zerner (ed.) *People, Plants and Justice: The Politics of Nature Conservation*, New York: Columbia University Press. pp. 134–58.
60. Ribot, J.C. 1999. "Decentralization and participation in Sahelian Forestry: Legal instruments of central political-administrative control." *Africa* 69 (1): 23-65.

61. Ribot, J. C. 1998. "Theorizing access: Forest profits along Senegal's charcoal commodity chain." *Development and Change* 29 (2): 307-341.
62. Ribot, J.C. and A. Larson (eds.). 2005. *Decentralization through a Natural Resource Lens: Experience in Africa, Asia and Latin America*. London: Frank Cass.
63. Ribot, J.C. and N.L. Peluso. 2003. "A theory of access." *Rural Sociology* 68(2): 153–181.
64. Scharlemann, J.P.W. and W. F. Laurance "How green are biofuels?" *Science* 319(5859): 43–4.
65. Schuurman, D. and P. P. Lowry II. 2009. "The Madagascar rosewood massacre." *Madagascar Conservation and Development* 4: 98-102
66. Scott, J., *Seeing Like a State*. New Haven CT, Yale University Press: Routledge.
67. Seagle, C. 2012. "Inverting the impacts: mining, conservation and sustainability claims near the Rio Tinto/QMM ilmenite mine in Fort Dauphin, Southeast Madagascar." *Journal of Peasant Studies* 39(2): 447–77.
68. Shiva, V. 2008. *Soil not Oil: Climate Change, Peak Oil and Food Security*. Boston, MA: South End Press.
69. Sikor, T. and C. Lund. 2009. "Access and property: a question of power and authority." *Development and Change* 40 (1): 1-22.
70. Sodikoff, G. 2007. "An exceptional strike: a micro-history of 'people versus park' in Madagascar." *Journal of Political Ecology* 14:10–33.
71. Sodikoff, G. 2005. "Forced and forest labor in colonial Madagascar, 1926–36." *Ethnohistory* 52 (2): 407–435.
72. White, B. and A. Dasgupta. 2010. "Agrofuels capitalism: a view from political economy." *Journal of Peasant Studies* 37 (4): 593–607.
73. Teyssier, A. 2010. "Decentralizing land management, the experience of Madagascar." *Perspective* no. 4. CIRAD: France.
74. Teyssier, A. and R. Andrianirina-Ratsialonana 2010. "Large-scale agricultural investments in Madagascar: Lessons for more "inclusive" models," In: L. Cotula and R. Leonard (eds.), *Agricultural investment and collaborative business models, Highlights from an international lesson - sharing workshop - Maputo, 17th - 18th March*.
75. Teyssier, A., Andrianirina- Ratsialonana, R., Razafindralambo, R. and Y. Razafindrakoto 2008. "Decentralization of land management in Madagascar: Process, innovations, and observation of the first outcomes." Paper presented at the *Annual World Bank Conference on Land Administration*, World Bank, Washington, DC.
76. UNCTAD, 2011. *Foreign Direct Investment in LDCs: Lessons Learned from the Decade 2001–2010 and the Way Forward*. New York and Geneva: United Nations.
77. Freudenberger, M., Bruce, J., Mawalma, B., De Wit, P. and K. Boudreaux 2011. "The future of customary tenure, options for policy makers," *Property Rights and Resource Governance Briefing Paper # 8*. USAID: Washington DC. Accessed on August 2012 at: <http://usaidlandtenure.net>
78. York, Geoffrey, 2009 "Land: Africa's last great treasure," *The Globe and Mail*, Accessed on Nov 6, 2009 at: <http://www.theglobeandmail.com/servlet/story/LAC.20090506.MADAGASCAR06ART2246/TPStory/International/?pageRequested=all>.
79. White, B., Borras, J., Hall, R., Scoones, I., and W., Wolford 2012. "The new enclosures: Critical perspectives on corporate land deals." *Journal of Peasant Studies* 39(3-4): 619-47.
80. World Bank Country Brief, 2011, Accessed at: <http://go.worldbank.org/D41QD46W10> on November 2, 2011.

81. WWF, 2011. *Premiere Phase de L'etude Strategique du Development du Sector Agrocarburant a Madagascar?* Plateforme Agrocarburant Durable (PAD), Antananarivo, Madagascar.

LDPI Working Paper Series

A convergence of factors has been driving a revaluation of land by powerful economic and political actors. This is occurring across the world, but especially in the global South. As a result, we see unfolding worldwide a dramatic rise in the extent of cross-border, transnational corporation-driven and, in some cases, foreign government-driven, large-scale land deals. The phrase 'global land grab' has become a catch-all phrase to describe this explosion of (trans)national commercial land transactions revolving around the production and sale of food and biofuels, conservation and mining activities.

The Land Deal Politics Initiative launched in 2010 as an 'engaged research' initiative, taking the side of the rural poor, but based on solid evidence and detailed, field-based research. The LDPI promotes in-depth and systematic enquiry to inform deeper, meaningful and productive debates about the global trends and local manifestations. The LDPI aims for a broad framework encompassing the political economy, political ecology and political sociology of land deals centred on food, biofuels, minerals and conservation. Working within the broad analytical lenses of these three fields, the LDPI uses as a general framework the four key questions in agrarian political economy: (i) who owns what? (ii) who does what? (iii) who gets what? and (iv) what do they do with the surplus wealth created? Two additional key questions highlight political dynamics between groups and social classes: 'what do they do to each other?', and 'how do changes in politics get shaped by dynamic ecologies, and vice versa?' The LDPI network explores a range of big picture questions through detailed in-depth case studies in several sites globally, focusing on the politics of land deals.

The land of our ancestors: Property rights, social resistance, and alternatives to land grabbing in Madagascar

This study focuses on a well-known biofuel battleground in Madagascar, highlighting the first case of successful social resistance against contemporary land grabs. Given recent critique of biofuels, producers have begun to shift away from large-scale commercial acquisitions and towards smaller integrated production alongside social and economic development. Parallel to this new wave of agrofuel capitalism, there is a push to secure tenure and stimulate agricultural investment in land and markets, and while foreign aid projects are beginning to address land rights in Madagascar, most of its agricultural zones remain under extremely complex tenure systems of overlapping state and customary claims. As competing visions of land securitization take hold, significant questions remain regarding whether new laws are an adequate alternative for protecting rural Malagasy from dispossession of livelihood resources under agrofuel capitalism. I demonstrate how new land reforms have helped to create an environment of confusion and mistrust around land reform and have facilitated access to land and labor through the fracture of tenuous social relations and promotion of rural differentiation.



landpolitics@gmail.com

www.iss.nl/ldpi